La Russie : entre la géopolitique et l'émergence

Ifri-OCP Policy Center Roundtables – SESSION I

Auteur

Tatiana KASTOUEVA-JEAN
Responsable
Centre Russie/NEI, Ifri

Messages clefs

- Depuis les années 2000 et jusqu'à la crise ukrainienne, la Russie a cherché à réconcilier une quête de puissance classique avec un discours sur son émergence économique.
- La raison profonde du basculement vers la géopolitique est l'échec de l'émergence russe.
- À court terme, l'accent géopolitique a aidé la Russie à dépasser une base économique faible et à s'imposer comme une puissance incontournable.
- À moyen et long terme, l'affaiblissement de la carte d'émergence risque de compromettre les ambitions géopolitiques russes. Consolider les succès géopolitiques dans la durée n'est possible qu'en s'appuyant sur l'émergence.

Introduction

La crise ukrainienne semble faire redécouvrir à l'Europe la géopolitique, avec la prise des territoires, les rivalités entre les grandes puissances et le partage des sphères d'influence. La Russie est pointée du doigt comme la principale initiatrice de ce retour à la géopolitique, elle, qui pourtant faisait de l'émergence une carte majeure de son retour sur la scène internationale. Quel est le rapport entre les cartes de l'émergence et de la géopolitique dans le jeu russe ? Pourquoi privilégie-t-elle le retour aux schémas qui semblent depuis longtemps obsolètes à l'Occident?

Tentatives de la Russie de réconcilier l'émergence et la géopolitique

Depuis les années 2000 et jusqu'à la crise ukrainienne, la Russie a cherché à réconcilier la quête de puissance classique avec le discours sur son émergence économique. Les deux s'appuyaient d'ailleurs sur la même base – renationalisation du secteur énergétique et les revenus des exportations des hydrocarbures – et avaient le même objectif – un meilleur positionnement de la Russie sur la scène internationale.

Trois projets peuvent être lus comme des tentatives russes de réconcilier l'émergence et la géopolitique. Le premier est resté au stade d'une idée : il s'agit de l'« Empire libéral », avancé par Anatoly Tchoubaïs (idéologue des réformes économiques sous Boris Eltsine et actuel PDG de Rosnano) en 2003. Selon lui, la Russie est le leader économique naturel de l'espace postsoviétique et doit y assumer le rôle de garant du développement économique et de la sécurité via ses entreprises.

La deuxième tentative est l'exploitation politique du thème des BRICS. Pour la Russie, le discours sur le BRICS n'a pas été seulement l'occasion de se forger une nouvelle stature économique et d'attirer les investissements. Il s'agit d'un potentiel multiplicateur de puissance globale qui permet de contester l'hégémonie de l'Occident qui ne correspondrait plus à la réalité des rapports de forces économiques et démographiques (les BRICS réunis représentant 40 % de la population mondiale). La Russie œuvre donc à créer et à renforcer l'identité politique du club de BRICS.

Le troisième projet qui devait donner une assise économique plus solide et amplifier la puissance géopolitique de la Russie est celui de l'Union eurasienne. L'ambition

Décembre 2014

économique semble réelle dans ce projet, dans lequel l'Occident ne voit qu'une visée exclusivement géopolitique.

Les raisons du retour de la géopolitique

La crise ukrainienne a fait pencher la balance du côté de la puissance classique et de la géopolitique. Au fond, la raison principale de ce basculement est l'échec de l'émergence russe. Certes, la Russie est un pays pleinement intégré dans l'économie mondiale : en 2013, elle occupe la 4e place parmi les pays-récepteurs d'investissements étrangers, et la 4e comme pays-investisseur. Plusieurs pays de l'UE dépendent de son gaz, mais le budget russe est largement dépendant des revenus des exportations des matières premières et son économie des technologies, des équipements et des biens de consommation occidentaux. Si des progrès ont été observés dans différents domaines, force est de constater que rien ne laisse aujourd'hui présager un changement radical de la place de la Russie dans la division internationale du travail et de sa compétitivité globale. Les discours sur la diversification économique et la modernisation ne se sont pas traduits dans la réalité. La croissance économique a marqué le pas dès 2013 (1,3 % du PIB) prouvant ainsi que le modèle économique russe basé sur la rente énergétique touchait à ses limites et cela, avant même l'annexion de la Crimée et les sanctions occidentales.

Conclusion : conséquences pour la Russie

A court terme, l'accent géopolitique a aidé la Russie à dépasser la faiblesse de ses assises économiques et à s'imposer comme une puissance incontournable. Cependant, le maintien de ce positionnement à moyen et long terme risque de devenir plus problématique. Privilégier l'approche géopolitique au détriment de l'émergence provoque, notamment, une réponse de l'Occident dont les sanctions contribue à affaiblir l'intégration de la Russie à l'économie mondiale et les chances d'une émergence russe. Côté russe, la dépense militaire pèse lourd sur le budget, tandis que la recherche de la substitution aux importations risque de renforcer les couches non compétitives. L'affaiblissement de la carte d'émergence risque de dégrader le niveau de vie de la population et de provoquer une instabilité interne qui menacerait en retour le régime. Finalement, les ambitions géopolitiques russes qui ne s'appuient pas sur l'émergence risquent de faire gagner à la Russie quelques « batailles » géopolitiques, mais *in fine* de lui faire perdre la « guerre ». Consolider les succès géopolitiques dans la durée n'est possible qu'en s'appuyant sur l'émergence.